lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE PARAIT LE MARDI N° 207 — SEMAINE DU 15 AU 21 AOUT 1972 PRIX : 2 F

Les grandes manœuvres pré-électorales du colonel Messmer

revue de la presse d'extrême-gauche

Le programme commun P.C. P.S.

tribune socialiste

Dans son numéro 545 daté du 12 juillet 1972, Tribune Socialiste **publie une déclaration du B.N. sur le programme commun PC-PS.**

On peut notamment y lire :

Le PSU est conscient des enjeux historiques qui concernent aujourd'hui la classe ouvrière française.

Il soutiendra la volonté de changement qui apparaît chez des travailleurs de plus en plus nombreux à ne plus vouloir supporter l'insupportable. Il consacrera la même énergie à faire en sorte que leur volonté ne soit pas trahie : c'est pourquoi une force politique révolutionnaire est plus que jamais nécessaire aujourd'hui : le PSU jouera le rôle qui lui revient en fonction de l'engagement de ses militants sur les terrains essentiels de la lutte de classe. Il le jouera dans les luttes sociales comme dans les luttes politiques et notamment électorales. Mais il est conscient que seule la mobilisation des jeunes et des travailleurs, dans leurs entreprises et leurs quartiers, peut ouvrir la perspective d'un avenir socialiste. Les conflits qui se développeront inéluctablement à l'automne prochain doivent rendre possible cette mobilisation.

C'est alors qu'on pourra juger de la signification réelle de l'accord du 27 juin.

Tel qu'il est, aujourd'hui, cet accord porte en lui-même ses propres contradictions. Il prétend permettre l'instauration d' « une nouvelle logique de la croissance au service du plus grand nombre ». Et pourtant il ne définit aucune priorité, il s'inscrit en dehors du temps. Un gouvernement peut être jugé par les premières mesures qu'il prend : quelles seraient celles d'un gouvernement PC-PS ? On peut tout dire, mais non tout faire en même temps. Finalement ce n'est pas dans les différents thèmes de programme qu'il faut rechercher la cohérence, c'est dans la force politique qui sous-tend l'ensemble et il faut bien reconnaître que c'est pour l'essentiel celle du PCF. On ne peut alors s'étonner d'y retrouver des choix économiques et sociaux qui ne suffisent pas à créer une rupture à l'égard de la logique du développement capitaliste.

Si l'on veut réellement instaurer une autre logique, il faut s'en donner les armes, et parmi celles-ci l'autogestion — malgré l'insuffisance des approches qui en sont faites aujourd'hui — constitue un élément déterminant. Il faut répondre aux questions que les travailleurs se posent sur la finalité même de leur travail : produire pourquoi ? — La croissance pourquoi ? — Si l'objectif est de rivaliser avec la capacité de production des Etats-Unis, on peut s'inquiéter des « retombées » d'un tel système. C'est un nouveau mode de vie, de nouveaux rapports sociaux qu'il faut inventer aujourd'hui : c'est à ce niveau que la crise du capitalisme atteint son comble, c'est là qu'il faut l'attaquer. Un accord de gouvernement entre le PC et le PS peut changer les choses dans le combat politique : il ne crée pas en lui-même les conditions de la victoire du socialisme.

UNIR DÉBAT POUR LE SOCIALISME
POUR LE REDRESSEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE DU P.C.F.

Sur le même sujet, Unir-Débat **(n° 67-68, juillet-août 1972) écrit :**

Ainsi qu'**Unir-Débat** l'annonçait depuis des mois, le « programme commun » est en retrait sur le programme de gouvernement » (petit livre orange) — ou plus réformiste encore, si l'on veut.

Il contient d'incroyables concessions de la part du groupe Marchais. Certaines d'elles ferment carrément la voie à une transformation socialiste, tel cet article admettant que **« pour assurer la sécurité de la France »,** le gouvernement d'union **« fondera sa politique de défense nationale sur LE RESPECT DE SES ALLIANCES »,** c'est-à-dire sur le maintien dans le Pacte Atlantique, dirigé par les Etats-Unis. En vertu de ce pacte, la bourgeoisie française pourrait, en cas de transformation révolutionnaire, appeler à l'aide les forces d'intervention du Pacte Atlantique cantonnées en Espagne, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas et en Grande-Bretagne, c'est-à-dire tout autour de la France ! Notons au passage, autre concession de taille, que le gouvernement « d'union » resterait dans la Communauté des dix puissances capitalistes, ce dont Claude Estier félicite les communistes qui, en l'occurrence, lui paraissent avoir **« fait ici preuve d'un grand réalisme »** (« L'Unité » 30-6-72).

De son côté, Gaston Defferre, l'un des « négociateurs », s'adresse aux radicaux et aux centristes en leur disant à peu près que s'ils veulent que ce Programme commun soit atténué, ils n'ont qu'à se joindre à l'alliance socialiste-communiste et à y formuler leurs amendements (étant sous-entendu que l'aile droitière du PS soutiendra leurs exigences en face du PCF). Comme socialistes et communistes ne peuvent atteindre seuls la majorité, comme Marchais parle aussi d'élargir à « d'autres démocrates » — à la droite de Defferre — et comme, les élections n'ayant pas lieu à la proportionnelle (qui n'est pas revendiquée dans le Programme), avec moins de voix le Parti Socialiste aura plus de députés, une coalition communiste-centre-gauche verrait le Parti de Defferre-Mitterrand maître de la situation, avec le plus grand nombre d'élus, au nom de la démocratie...

Courrier des lecteurs

Debré serre la vis

Appelés du contingent, pendant un an nous devons supporter les prisons-casernes, avec leur cortège de chiourme et de bêtise.

Mais pour Debré, c'est encore insuffisant. La note ministérielle que viennent de pondre ses services s'attaque aux rares moments où nous pouvons nous évader du carcan militaire, à nos permissions.

En plus des seize jours de détente, nous avions droit à des jours supplémentaires pour des événements familiaux.

Dorénavant, les dix jours accordés à l'occasion d'une naissance sont réduits à trois. Les quatre jours pour le mariage de l'appelé sont supprimés. Pour les permissions de détente, des délais de route étaient généralement accordés (un jour à l'aller, ou plus, un au retour) au-dessus de cinq cents kilomètres. Il faudra maintenant un trajet « aller » de plus de douze heures.

L'obtention du Brevet sportif donnait droit à quatre jours de détente supplémentaires : supprimé.

Enfin, les permissions de 72 heures de week-end ne seront accordées que trois fois maximum dans l'année, à titre de « récompense ». Autant dire que ceux qui font leur service loin de leur domicile, et ils sont légion, ne pourront pratiquement plus rentrer chez eux pendant un an.

Avec tout ceci, avec sa récente décision de réduire de moitié les exemptions du service militaire, Debré entend embrigader la jeunesse. Mais il n'arrivera qu'à dresser un peu plus les jeunes contre l'armée, et la société qu'elle défend.

Un appelé.

Démocratie ou semblant de démocratie syndicale

En juillet 1971, au cours d'une assemblée générale du syndicat CFDT de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA), les délégués syndicaux demandèrent aux adhérents et sympathisants s'ils étaient d'accord pour que les travailleurs se réunissent par groupe de dix dans les assemblées générales pour décider des revendications et pour proposer des formes d'action pour l'aboutissement de ces revendications. Chaque groupe désignerait un porte-parole auprès de la délégation syndicale qui tiendrait compte des rapports des travailleurs.

Ces propositions ont été faites de vive voix devant tous les syndiqués réunis. Les délégués syndicaux ont fait un procès-verbal de la réunion.

Au mois de mars 1972, une intersyndicale CGT-CFDT-FO décide de descendre à la base pour consulter les travailleurs au cours d'une assemblée générale intersyndicale. Evidemment, la CGT était un peu réticente vis-à-vis des assemblées générales intersyndicales.

Au cours de l'assemblée générale, il y eut un meeting d'information et l'on demanda aux travailleurs de s'exprimer. La CFDT en profita pour demander aux travailleurs qu'ils s'expriment tous et appliquent la méthode que nous pratiquions à la CFDT, qui consiste à se réunir par groupe de dix et à élire un porte-parole. Cela fut fait !

Mais si à la CGT il n'y a qu'un semblant de démocratie, à la CFDT, il en est de même, mais d'une manière différente.

Le 21 juin 1972, à la SNPA, les délégués syndicaux se concertent en intersyndicale et décident de réunir le personnel pour qu'il définisse les modalités de l'action que préconisent les Confédérations sur le plan national pour le 23 juin 1972 et pour les journées à venir.

Et le 22 juin, sur un appel de l'Intersyndicale, tous les travailleurs sont réunis et se mettent en grève le matin de 8 h à 10 h.

Toujours le même baratin de la part des dirigeants syndicaux qui débattent par groupe de dix avec un rapporteur par groupe.

Les travailleurs étaient tous d'accord pour partir en grève tout de suite avec baisse de la production et arrêt des expéditions, pour une durée de 48 heures minimum. C'est alors que la CGT commença à intimider les travailleurs en leur disant qu'une grève économique entraînerait des répercussions dangereuses pour les travailleurs. Quant à la CFDT, la grève proposée par la Confédération est de 2 h, par conséquent, on ne doit pas partir en grève tout de suite ! Voyant cela, les travailleurs de la SNPA, écœurés par leurs délégués syndicaux, reprirent le travail à 10 h.

Le 23 juin, il ne se passa rien. Tout le monde était à son poste de travail. Pour les délégués syndicaux, la démocratie s'arrête au moment où les travailleurs ont décidé d'agir. Les luttes et les moyens que se donnent les travailleurs pour faire aboutir leurs actions, sont bafoués par une minorité de délégués.

F.O., égale à elle-même, et ne sachant à quelle locomotive s'accrocher, trouva tout de même le moyen de dire qu'elle ne cautionnerait jamais les grèves de 2 h, mais ne proposa rien en échange.

Salutations communistes.

J.M. SNPA (Mourrenx)

Éditorial

Les grandes manœuvres pré-électorales du colonel Messmer

POURQUOI diable le Premier ministre a-t-il donc voulu s'adresser aux téléspectateurs, ont dû se demander ceux que les vacances n'avaient pas découragé d'ouvrir leur poste mardi soir ? Messmer a trouvé le moyen en effet de se faire interroger sur tous les sujets et d'y répondre pendant une demi-heure en réussissant à ne rien dire. Il paraît que le nouveau chef de gouvernement tenait à présenter son image de marque aux Français qui le connaissaient mal.

Eh bien dans ce cas c'est réussi : tout à la fois creux, vide, pompeux et redondant, Messmer ne craint ni les banalités ni les lieux communs. En refermant notre télé nous ne savions rien de plus, ni des raisons qui ont amené Pompidou à débarquer Chaban-Delmas et à faire appel à Messmer, ni du « plan social » que celui-ci mettrait en œuvre à la rentrée, ni d'aucun projet du gouvernement. Non, notre Premier ministre légionnaire a préféré s'en tenir à l'énoncé de quelques solides principes philosophiques du style : « si l'on veut tout faire à la fois finalement on échoue », **ou encore** « lorsque l'on décide de faire quelque chose, il faut réunir le maximum de moyens pour réussir ».

Mais peut-être en se présentant ainsi à des millions de téléspectateurs par un discours électoral de troisième catégorie, que sans doute bien des élus U.D.R. eux-mêmes n'auraient pas le courage de faire, Messmer a-t-il voulu donner tout de suite le ton de ce que va être l'action de son gouvernement.

On reparle en effet d'une possibilité d'anticipation des élections, possibilité qui avait semblé s'éloigner un moment avec le remplacement de Chaban par Messmer. En fait, mis à part le Président de la République qui a seul tous les pouvoirs pour renvoyer l'assemblée actuelle dès l'automne, personne probablement n'en sait rien. Et Pompidou lui-même ne s'est-il peut-être même pas encore décidé.

Tout se passe cependant comme s'il avait donné ses ordres au gouvernement pour faire en sorte que tout soit prêt, du point de vue de la majorité actuelle, pour que la décision d'avancer les élections puisse être prise s'il le jugeait utile.

Et Messmer et ses compagnons de se battre les flancs pour essayer de trouver quelque chose de nouveau qui serait susceptible d'amadouer les électeurs.

Tout ce qu'ils ont trouvé jusque-là ne va pourtant pas loin. Arthur Conte, nouveau président de l'O.R.T.F., « envisage » de donner un quart d'heure chaque trimestre aux grands partis, c'est-à-dire ceux qui ont au moins trente députés à l'Assemblée nationale, pour faire connaître aux téléspectateurs leur programme et leurs hommes. Un quart d'heure par trimestre et pour les seuls grands partis ! A ce rythme il faudra des années pour que les téléspectateurs se rendent compte que l'on a démocratisé l'O.R.T.F. Et ce n'est pas demain la veille non plus que cela effacera la fâcheuse impression donnée récemment encore par la nomination d'un député U.D.R. à la tête de l'office et, dans le même temps, le départ d'un certain nombre de journalistes soupçonnés de n'être pas dans la ligne.

Quant au plan social de Messmer, il se réduit, pour le moment, outre quelques vagues paroles de sympathie pour les défavorisés et les vieux, à envisager de supprimer des abattements de zone en matière d'allocations familiales et d'augmenter celles-ci non pas de 6 mais de 10 %. C'est du moins ce qu'on a pu en déduire après une entrevue des représentants de l'Union nationale des associations familiales avec le Premier ministre. Une misère, quoi !

Tout un symbole aussi cependant. Malgré tout leur désir de faire de la démagogie afin de préparer les futures élections législatives, nos gouvernants n'envisagent pas une seconde de prendre la moindre mesure qui serait à la charge des classes fortunées, des capitalistes et des patrons.

Tout au plus sont-ils prêts à distribuer quelques miettes en faisant appel au Trésor public. C'est-à-dire en dernier ressort à distribuer des miettes qui seront payées par la masse de la population laborieuse soit par le biais de l'inflation, soit par celui d'une augmentation des impôts.

Le programme de Messmer : faire de la démagogie électorale auprès des électeurs à leurs dépens. On comprend qu'il n'ait pas tenu à s'expliquer outre mesure mardi dernier.

Si plusieurs dirigeants de l'U.D.R. s'affichaient favorables au droit de vote à dix-huit ans — il faut bien faire un peu de démagogie — ces bonnes résolutions n'auront pas eu de suite. Messmer en effet ne semble pas de cet avis. Non, dit-il, pour des raisons de principe, mais, voyez-vous, faire ce changement dans l'immédiat, entraînerait bien des complications. Bref, le droit de vote à dix-huit ans n'est pas pour les prochaines élections.

Nos gouvernants craignent les jeunes, c'est bien connu. A vrai dire ils craignent surtout leurs manifestations plus ou moins brutales. Dans l'isoloir électoral, il n'est nullement certain que les jeunes voteront différemment de leurs parents. Mais Messmer préfère ne pas prendre de risque !

---

sommaire

EN FRANCE

● Leur nouvelle société

Page 9 :
— A la R.A.T.P. : tout pour le contrôle, rien pour le reste.
Page 12 :
— Bruay : politique et démagogie.
— P.T.T. : tri électronique et pagaïe.
— Les tours de La Défense : une bonne affaire pour les promoteurs.
— Les nouvelles grilles sur les trottoirs : des fortifications pour cacher l'incurie du gouvernement.

● Dans les entreprises

Page 5 :
— S.N.E.C.M.A.-Hispano (Bois-Colombes) : une exclusion qui donne du fil à retordre à la C.G.T.
Page 9 :
— Ateliers de Constructions Métalliques d'Héricourt (Haute-Saône) : comment le patron loge ses ouvriers.

DANS LE MONDE

CHILI
Page 4 :
— La police d'Allende répond par du plomb à ceux qui veulent du pain.
ISRAEL
Page 4 :
— La logique du sionisme : une répression continue contre les Arabes.
OUGANDA
Page 4 :
— Planète sans visa.
IRLANDE
Page 5 :
— Enfants de la colère.
GRANDE-BRETAGNE
Page 5 :
— La grève continue.

● L'indépendance de l'Inde, il y a 25 ans.

Pages 6-7 :
— La Grande-Bretagne et la politique de décolonisation en Inde.
— Gandhi et la non-violence.

DIVERS

LIVRES
Page 10 :
— Paysanneries aux abois : Ceylan, Tunisie, Sénégal.
CINEMA
Page 11 :
— La poussière, la sueur et la poudre.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition : L.I.T.O. Département Presse Offset 4, rue du Bouloi

Impression : Roto technic Offset Aubervilliers

Adressez toute correspondance à **LUTTE OUVRIERE B.P. 152-06 75 263 PARIS CEDEX 06**

TARIF DES ABONNEMENTS

Ordinaires

	6 MOIS	1 AN
France	30 F	50 F
Etranger	40 F	65 F
Etranger avion	60 F	120 F

Sous pli fermé

France	70 F	130 F
Etranger	80 F	150 F
Etranger avion	de 200 F à 340 F suivant pays	de 390 F à 650 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au : **C.C.P. RODINSON PARIS-6851-10**

LA POLICE D'ALLENDE RÉPOND PAR DU PLOMB A CEUX QUI VEULENT DU PAIN

(Ph. U.P.I.)

LE samedi 5 août à l'aube, une « descente » de la police du gouvernement de M. Allende dans un bidonville de Santiago-du-Chili faisait officiellement un mort et dix blessés par balles.

De l'atrocité de ces hauts faits de la police chilienne, certains journalistes ont un peu vite conclu que le gouvernement Allende, pris entre une forte poussée à gauche et une aussi forte poussée à droite, serait au bord de l'abîme. Et de rappeler, à ce propos, les difficultés du régime : différends avec les U.S.A. en ce qui concerne les indemnisations de sociétés nationalisées, hausse constante du coût de la vie, etc., toutes choses qui, de toutes façons, ne datent pas d'aujourd'hui.

En fait, il est bien difficile, voire impossible, à la lumière des seules informations données (et bien souvent déformées) par la grande presse, de se faire une idée exacte de la situation au pays de « l'Union Populaire ». Quelle est la signification et la portée exactes des derniers événements ? Traduisent-ils une radicalisation réelle des masses populaires, une révolution ouvrière qu'Allende et le Parti Communiste Chilien seraient en train de démoraliser, ou de vaincre ? Ne sont-ils qu'un épisode d'une petite guerre gouvernement-gauchistes ?

Ce qui est certain, et explique la portée politique de l'événement, c'est que pour la première fois, pour la première fois ouvertement et officiellement du moins, un homme du peuple est mort, tombé sous les balles de la police du « camarade-président » Allende. Ce qui est révélateur de l'émotion soulevée par ce crime, c'est qu'Allende, pour sauvegarder son image d'homme de gauche, soit allé, en personne, s'expliquer devant les misérables des bidonvilles et ait suspendu de leurs fonctions les chefs de la police responsables de la tuerie.

Mais Allende a-t-il perdu la confiance populaire ? Il serait peut-être prématuré de le dire. Mais en tous cas, les ouvriers et les paysans chiliens commencent à pouvoir le voir comme il est : un représentant de la bourgeoisie capable de répondre par du plomb à ceux qui réclamment du pain.

Michelle VERDIER.

Pour les serviteurs de l'impérialisme
Planète sans visa

LE 5 août, le général Amin, chef de l'Etat d'Ouganda, ex-colonie britannique en Afrique, a décrété que tous les Asiatiques possédant un passeport britannique avaient trois mois pour quitter le pays. Il entend résoudre ainsi le problème posé par la présence dans le pays de 80.000 Asiatiques pour la plupart Indiens et Pakistanais, mais ayant officiellement la nationalité anglaise.

Le problème n'est pas particulier à l'Ouganda, il s'est posé dans presque toutes les colonies anglaises.

La méthode de l'Angleterre pour maintenir sa domination a été de créer des divisions et de privilégier certains groupes sociaux ou ethniques par rapport à d'autres. En Afrique, ce sont les émigrés venus des Indes qui ont été favorisés par rapport au reste de la population. Plus « évolués », ils avaient pris le contrôle du commerce et ils servaient d'intermédiaire entre les colons et les Africains. En échange, ils avaient droit à un statut un peu plus élevé.

Ainsi, l'impérialisme anglais, se retirant, a laissé en héritage des haines raciales, car ces minorités privilégiées étaient souvent plus haïes encore que les colonisateurs.

Ces minorités (les Asiatiques en Afrique du centre et du sud) se sont donc retrouvées liées de façon absolue au sort de l'impérialisme. Lors de l'indépendance, pour les rassurer, on leur a accordé la nationalité britannique... mais on leur refuse l'entrée du territoire britannique. La Grande-Bretagne n'accorde que trois mille cinq cents visas d'entrée par an à ces « ressortissants britanniques » de circonstance.

Alors, un certain nombre d'entre eux se retrouvent apatrides, errant d'un pays à l'autre et chassés de partout. Une centaine d'entre eux sont internés en Italie ou en France pour avoir tenté d'entrer sans visa.

La politique de diviser pour régner n'est pas particulière à l'Angleterre. La France a fait de même dans certaines de ses colonies, en favorisant les Juifs par rapport aux Arabes en Afrique du Nord par exemple. Mais c'est la Grande-Bretagne qui a utilisé cette technique de la façon la plus systématique et la plus achevée, en se vantant des « économies » qu'elle lui permettait en militaires et autres forces de répression.

Mais après l'indépendance, le gouvernement anglais a abandonné ses nationaux indiens ou chinois qui ne lui servaient plus à rien.

En se mettant au service des exploiteurs, ils avaient fait un mauvais marché. Les Asiatiques d'Ouganda en paient aujourd'hui le prix, comme ceux d'Afrique du Sud quelques années puls tôt... et comme les harkis après la fin de la guerre d'Algérie. En remerciement de leurs services, les impérialistes les ont abandonnés à la vengeance de ceux qu'ils avaient aidés à opprimer. Car il faut bien comprendre que les dirigeants du monde capitaliste méprisent tous ceux, quelle que soit leur race, qui ne sont pas de leur classe.

D.T.

La logique du sionisme : une répression continue contre les Arabes

DANS la région de Raffah, au sud-est du secteur de Gaza, l'armée israélienne a dernièrement expulsé les Bédouins qui y vivaient. En avril, c'étaient les paysans d'Akraba, village cisjordanien, qui voyaient leurs terres réquisitionnées.

Le 7 août, une occupation, quelque peu particulière celle-là, avait lieu à Biraam et à Ikrit. Las d'attendre une autorisation qui n'arrivait pas, les anciens habitants arabes de ces villages chrétiens maronites, qui avaient été évacués en 1948 pour des raisons de « sécurité », sont revenus se réinstaller sur les terres inoccupées. Bien évidemment, ils ont été expulsés par la police.

Les exactions et spoliations à l'encontre des Arabes sont donc encouragées par l'Etat sioniste. Mais que quelques paysans réoccupent leurs anciennes localités, le gouvernement israélien ne peut le tolérer. Non que cela lèse en aucune façon, qui que ce soit ; il ne peut l'accepter uniquement parce que ce sont des Arabes qui là, ont tenté de réintégrer leurs biens.

L'Etat d'Israël, pour se constituer, a chassé de leurs terres des populations entières. C'est par la violence que des centaines de milliers de Palestiniens ont été spoliés de tout ce qu'ils possédaient. Et le résultat de cette politique fut de créer consciemment un mur de haine entre Juifs et Arabes.

Les anciens immigrants, fuyant les ghettos de l'Europe, ont été enfermés dans le refuge sioniste qui n'est finalement qu'un piège sanglant où il faut vivre en permanence le doigt sur la gâchette. En conséquence, le sionisme a transformé un peuple persécuté, chassé, exterminé par l'impérialisme, en oppresseur.

Cette politique contient sa logique ; une répression toujours continue envers les Arabes et les événements de Biraam et d'Ikrit s'inscrivent dans cette logique.

Mais aujourd'hui se manifeste un mouvement de protestation d'Israéliens juifs, visant à soutenir les revendications des villageois arabes.

Bien sûr, parmi tous ceux qui, maintenant, s'opposent à Mme Golda Meïr, il en est qui ne sont en rien les défenseurs des droits des Arabes d'Israël. Tel Ygal Allon, vice-président du Conseil, qui, il y a peu de temps, alors ministre du Travail, appuyait l'envoi de colons à Hébron en Cisjordanie. Et ces hommes qui sont totalement responsables de la situation présente faite aux Arabes, seront demain, si à leurs yeux la situation l'exige, parmi les plus âpres défenseurs de l'Etat sioniste.

Pourtant, un millier de personnes ont défilé pour réclamer le report de la décision du gouvernement. Et on ne peut que se féliciter d'un tel signe de solidarité.

Georges LATTIER.

Et en avant la zizique !

APRES bien des difficultés Mc Govern a enfin trouvé un colistier acceptable.

Mais tout un mois de démarches, de prospections s'est avéré nécessaire pour qu'il déniche l'oiseau rare : Sargent Shriver n'est ni fou, ni pédéraste, ni communiste, tous les espoirs sont donc permis.

D'autant qu'il a de la charpente, du muscle et arbore en toutes circonstances un sourire béat, toutes choses de la plus haute importance pour son avenir politique.

Tout est fin prêt pour le grand cirque.

Déjà pour la cérémonie d'intronisation au rang de colistier par le Comité National Démocrate, tous les ténors du parti s'étaient donné rendez-vous. Nul ne manquait à l'appel, de Muskie à Kennedy, en passant par Humbert Humphrey qui donna même du *« mon ami »* long comme le bras à McGovern.

Depuis, quelques dirigeants de syndicats ont apporté leur soutien au tandem, passant outre les consignes du président de l'AFL-CIO — qui a proclamé son refus de soutenir McGovern — bien que cette centrale soutienne habituellement le candidat démocrate.

La campagne électorale peut donc bien commencer. En route pour les défilés de suffragettes et les pluies de confettis !

Et les électeurs américains vont bientôt pouvoir décider lequel des deux hommes, Nixon ou McGovern, sera à la tête du pays, à défaut de pouvoir décider quelle politique ils appliqueront, car cette dernière est toujours celle du grand capital.

(Ph. U.P.I.)

Echauffourée entre les dockers d'un piquet de grève et policiers qui veulent le forcer. (Ph. U.P.I.)

Grande-Bretagne

MALGRÉ LE RECUL DES DIRIGEANTS SYNDICAUX, MALGRÉ LES ARRESTATIONS, LA GRÈVE CONTINUE

QU'UN mois après avoir frôlé la grève générale pour avoir fait arrêter cinq shop-stewards (délégués) des dockers, le gouvernement britannique recommence aujourd'hui et fasse emprisonner une trentaine de grévistes a de quoi surprendre : la leçon n'a-t-elle donc pas servi ?

Il est vrai que, depuis, le gouvernement britannique a pu juger sur pièces la bonne volonté des dirigeants syndicalistes, c'est-à-dire leur volonté de faire rentrer les choses dans l'ordre. Tout au long du mouvement ils ont laissé les mains libres au gouvernement. Ce n'est que sous la pression de la base que le TUC Confédération des Trade-Unions a lancé son mot d'ordre de grève générale et à la première perche tendue il l'a retiré. De plus, à aucun moment la bureaucratie syndicale n'a tenté d'organiser la riposte des travailleurs à la loi Carr, (qui permet de condamner des dirigeants syndicaux pour fait de grève) alors que ceux-ci manifestent pourtant clairement leur hostilité. Elle a même pris ses distances vis-à-vis du mouvement des dockers. Toute cette politique de trahison culmine avec l'acceptation de l'état d'urgence. Côté syndicats le gouvernement peut donc se sentir rassuré.

Aussi met-il à profit la situation pour tenter de redresser la barre dans un conflit qui ne lui a guère apporté que des déboires jusqu'à présent. Il lui faut venir à bout de la grève des dockers : l'état d'urgence, les emprisonnements sont les armes de son escalade.

Mais la complaisance de la bureaucratie à l'égard du gouvernement n'est jamais qu'un gage de sa propre veulerie et jusqu'à présent les travailleurs anglais ont toujours su faire face au gouvernement.

Heath aura peut-être l'occasion de vérifier dès les jours qui viennent que ce n'est pas quelques arrestations qui viendront à bout de la combativité des dockers en grève.

Isabelle DUBOIS.

Irlande

ENFANTS DE LA COLÈRE

EN Irlande, les affrontements entre l'armée britannique et la minorité catholique du pays ont connu un regain de violence au début de la semaine dernière.

A l'occasion de l'anniversaire de « l'internement administratif » institué par les Anglais, plusieurs attentats ont eu lieu, mais un a particulièrement retenu l'attention de la presse écrite et parlée.

Lundi 7, des enfants ont tué un soldat anglais dans sa voiture en l'assommant à coups de briques.

Aussitôt tout ce que la presse compte de journalistes bien pensants s'est ému et a pleuré son indignation devant cette précocité dans la violence.

Mais cet événement est malheureusement ni plus tragique, ni plus atroce que tous ceux qui déchirent l'Irlande depuis trois ans. La réaction de ces enfants devant l'uniforme anglais n'est que l'indice et le produit d'une situation.

Situation dont l'oppresseur anglais est entièrement responsable. L'impérialisme britannique, en répondant aux aspirations légitimes de la minorité catholique irlandaise par son armée et ses armes a créé seul le climat de terreur et de violence qui, aujourd'hui, entraîne toute une population. Et l'indice le plus profond de l'ampleur du mouvement populaire qui se dresse aujourd'hui contre le gouvernement de Londres et ses soldats c'est justement cette intervention, cette mobilisation des enfants.

D'ailleurs en Irlande le fait n'est pas nouveau. Depuis le début de la guerre civile en 1964 de nombreux enfants ont été tués ou blessés.

Et on comprend mal l'indignation des journalistes français : comment honorer Gavroche et blâmer les enfants révoltés d'Irlande ?

N. CLANCIER.

Le spectacle quotidien que les enfants irlandais ont sous les yeux. (Ph. U.P.I.)

A propos de l'accord pétrolier Iran-consortium

Une victoire des trusts pétroliers

A la suite de négociations séparées, le Consortium international des huit plus grandes sociétés pétrolières vient d'obtenir la prolongation, jusqu'en 1994, des accords d'exploitation dont il bénéficiait déjà en Iran.

Ceci en l'échange d'un accroissement annuel de 10 % de l'extraction de pétrole par le Consortium du sous-sol iranien, pour atteindre une production pétrolière de 450 à 500 millions de tonnes en 1990 (contre 220 actuellement), ainsi que de l'installation de raffineries géantes en Iran. Mesures qui se traduiront par une augmentation de 1.500 milliards de francs (sur 40 ans) des revenus de l'Etat iranien, et qui assurent le Consortium du bon vouloir de celui-là à son égard.

De son côté, le Consortium, qui détient le quasi-monopole — 90 % — de l'exploitation du pétrole iranien, voit s'ouvrir devant lui la perspective à long terme de réaliser d'énormes bénéfices, dont il peut espérer qu'ils ne seront pas remis en question par le pays producteur, l'Iran. En contre-coup, cela permettra au Consortium de mieux résister aux exigences des pays producteurs de pétrole, exigences dont il avait dû faire les frais ces temps derniers.

En effet, l'année dernière, à Téhéran puis à Tripoli, un front uni de ces pays, groupés dans l'O.P.E.P. (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), l'avait amené à accepter un relèvement substantiel du prix de vente de ce qui est souvent la seule richesse de ces pays : le pétrole. Former un tel bloc, pour ces pays pauvres, avait été le meilleur moyen d'essayer de disputer à la rapacité de l'impérialisme une partie du revenu de l'exploitation de leurs richesses nationales.

Cependant, le « lâchage » de l'Iran, ressenti à juste titre comme une trahison par les membres de l'O.P.E.P., n'était pas imprévisible. Car ce front des pays exportateurs de pétrole, pour efficace qu'il ait été, n'en était pas moins faible. Sa faiblesse tenant à la nature des régimes se trouvant à la tête des pays membres de l'O.P.E.P. De l'Iran à l'Arabie Saoudite, en passant par les petits royaumes pétroliers du Golfe Persique, on retrouve partout, gouvernant ces pays, des appareils d'Etats vénaux et pourris, prêts à se vendre — c'est-à-dire à vendre leur pétrole — au plus offrant, dès l'instant qu'ils peuvent espérer y trouver leur compte.

D'ailleurs quel que soit le moyen qu'ils aient choisi pour essayer de récupérer quelques miettes du gâteau impérialiste — moyen collectif, comme l'O.P.E.P., ou moyen individuel, comme l'accord Consortium-Iran — jamais les Etats pétroliers n'ont eu en vue l'intérêt de leurs peuples, mais bien celui des couches dirigeantes locales, de la haute administration, quand ce n'est pas plus simplement celui de la famille royale et de quelques dignitaires comme en Iran. Il ne faut vraiment pas manquer de cynisme pour tenter de présenter cet accord, comme certains l'ont fait dans la presse, comme devant contribuer, malgré tout, à l'industrialisation et à l'enrichissement de l'Iran et de son peuple.

Comme si un pays où l'immense majorité de la population — la paysannerie —, à peine sortie de l'esclavage médiéval et grevée de dettes, forcée qu'elle a été par le gouvernement à racheter des terres qui ne suffisent pas à la faire vivre, pouvait attendre quoi que ce soit d'un tel accord !

Comme si les zélateurs de cet accord avaient oublié, moins d'un an après, la façon dont le Chah avait dilapidé des milliards à Persépolis, capitale des Mille et Une Nuits d'un pays où le pétrole coule à flots pour les possédants mais où les pauvres n'ont pas assez d'eau pour cultiver leurs terres !

Et si finalement la conclusion de cet accord est un succès pour les trusts anglais, américains et français qui contrôlent le Consortium, cette victoire leur aura tout de même coûté. Car pour vaincre la résistance de l'O.P.E.P., dont ils craignaient qu'elle ne se serve encore de la fermeture du « robinet pétrolier » comme d'un moyen de pression financier, il leur aura fallu y mettre le prix, en arrosant de milliards l'Etat iranien. Cet Etat qui, comme ses confrères producteurs de pétrole du tiers monde, n'existe que parce que l'impérialisme l'entretient à coups de « royalties », mais qui finalement, par sa position privilégiée de « pays-robinet », réussit à imposer — dans une certaine mesure — ses propres prix à l'impérialisme, à imposer malgré tout quelques bornes à la domination absolue qui fut la sienne avant la deuxième guerre mondiale sur cette partie du monde.

Pierre LAFFITTE

IL Y A 25 ANS

L'indéper

LE 15 août 1947, il y a vingt-cinq ans, l'Inde accédait à l'indépendance, comme de nombreux autres pays allaient le faire après elle, dans le vaste mouvement de décolonisation que connut le monde dans les années qui suivirent la seconde guerre impérialiste.

Mais l'histoire de l'indépendance de l'Inde est malgré tout, dans une certaine mesure, un cas unique. Non pas en elle-même, mais par les légendes politiques auxquelles elle a donné naissance.

Il est en effet de bon ton, aujourd'hui, dans certains milieux, d'opposer l'impérialisme français et l'impérialisme anglais : le premier n'ayant consenti à l'indépendance de ses colonies qu'après avoir désespérément essayé de s'y opposer militairement, alors que le second, plus généreux ou plus intelligent, aurait accordé l'indépendance aux siennes sans combat. Il est surtout de bon ton, parmi les adeptes de la non-violence, ou ceux qui se contentent de la prêcher aux exploités, d'exalter à ce propos la figure et les idées de Gandhi, dont on nous explique qu'elles auraient permis au peuple indien d'accéder à l'indépendance sans que le sang soit versé.

La réalité est bien différente de ce touchant tableau. Avant d'accepter l'indépendance de l'Inde, l'impérialisme britannique y multiplia massacres et exactions, ne reculant pas devant la répression la plus féroce. Et dans ce contexte, la non-violence de Gandhi, loin d'être une idéologie généreuse et désintéressée permettant d'épargner des vies humaines, représentait des intérêts de classe très précis, opposés à ceux de la grande majorité du peuple indien, et qui lui coûtèrent fort cher.

Il n'est donc pas inutile, à l'occasion de ce vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de l'Inde, de rappeler dans quelles circonstances elle survint vraiment.

F.D.

La Grande-Bretagne et la politique de décolonisation en Inde

LA Grande-Bretagne ne se décida à reconnaître l'indépendance de l'Inde qu'à la dernière limite, après avoir refusé pendant des dizaines d'années de faire la moindre concession au mouvement nationaliste, et après avoir soigneusement préparé la division du pays qui lui permettrait de préserver ses intérêts et son influence.

Le mouvement nationaliste indien ne date pas du XX[e] siècle. Déjà au XVIII[e] et au XIX[e], l'exploitation du pays par la Compagnie des Indes, puis son passage sous la domination directe du gouvernement anglais s'étaient accompagnés d'une série de révoltes sanglantes dont la dernière remonte à 1857. Pourtant la domination anglaise avait pu s'établir et achever de ruiner l'artisanat et l'agriculture traditionnels.

Au début du XX[e] siècle, l'Inde est un pays ruiné, la production alimentaire n'a pas augmenté depuis le début de la colonisation. Les aspects les plus arriérés de la société indienne se sont maintenus, les castes par exemple, et l'Angleterre a même contribué à les aggraver en créant de nouvelles catégories de privilégiés pour se procurer des appuis. Les seuls secteurs qui se développent sont ceux qui rapportent des profits aux commerçants anglais (le jute, le thé, le coton...).

Pourtant, dans cette situation, on va voir réapparaître le mouvement nationaliste. A la fin du XIX[e], la bourgeoisie indienne commence à se développer, malgré les possibilités très limitées que lui laissent les Anglais. Cette bourgeoisie est formée à l'anglaise. Car si rien n'a été fait pour l'enseignement primaire (les écoles sont payantes, donc inaccessibles à la masse des paysans), on a créé aux Indes un réseau d'écoles secondaires et d'universités calqué sur le modèle anglais. Les premiers nationalistes indiens, formés à cette école, sont très attachés (dans tous les sens du mot) à l'Angleterre. Au départ, ils ne demandent ni l'indépendance, ni même l'autonomie, mais simplement l'accès aux emplois publics qui sont réservés aux Anglais. D'ailleurs, c'est sous la direction d'un Anglais libéral, J. Hume, que se réunit pour la première fois en 1885 l'Indian National Congress qui allait devenir le Parti du Congrès. Et ce n'est que devant le refus systématique auquel se heurtent ses revendications que le Congrès va passer peu à peu sur des positions plus radicales. Pourtant, lors de la guerre de 1914, il assure encore le gouvernement anglais de son « profond dévouement au trône ».

Mais après la guerre, au moment où l'Angleterre se prépare à accorder leur autonomie à certaines de ses colonies dans le cadre du Commonwealth, elle refuse de l'envisager pour l'Inde, sous le prétexte que celle-ci est trop « arriérée ». Comme le dit un député conservateur : « Les Swarajistes **(partisans de l'autonomie)** n'ont pas une politique constructive... Nous sommes différents et les institutions ne peuvent être « importées » aussi aisément qu'une locomotive d'une civilisation à une autre. » Le Congrès est pourtant disposé à accepter des réformes très limitées (accès des Indiens à certaines charges au gouvernement, les plus importantes restant réservées aux Anglais), mais il en sera empêché par le mouvement des masses. La fin de la guerre de 1914 s'accompagne en effet aux Indes d'une série de grèves et de manifestations qui sont férocement réprimées par l'armée anglaise. A Amritsar au Pendjab, la troupe tire sur la foule, tuant près de 400 personnes. L'indignation est telle dans le pays que le Congrès doit durcir sa position. Il réclame le Swaraj (l'autonomie) et Gandhi lance une campagne de non-coopération.

En fait, le Congrès, parti de la bourgeoisie indienne, bénéficiait du soutien des masses ouvrières et paysannes en tant que représentant de la lutte contre la domination anglaise. Il avait besoin de cet appui, mais il s'en méfiait profondément. Or les années qui suivent la première guerre mondiale voient le développement du mouvement ouvrier aux Indes, avec les premières grèves, les premiers syndicats qui comptent bientôt plusieurs centaines de milliers de membres... Les éléments de gauche du Congrès s'en séparent pour créer des partis ouvriers et paysans s'appuyant sur les syndicats.

Devant cette évolution, le Congrès recule et abandonne dès 1922 ses positions combatives.

L'Angleterre profitera de ses hésitations pour mener pendant plusieurs années une politique de répression. Le Congrès est même interdit et ses dirigeants emprisonnés. Ce n'est qu'en 1935 qu'un nouvel accord est conclu qui permet aux membres du Congrès de participer au gouvernement à l'échelon provincial.

Pendant toute cette période, les différences de religion qui aboutirent à la partition en 1947 ne jouèrent qu'un rôle très mineur. Pourtant, l'Angleterre avait toujours tout fait pour les encourager. C'est sous son égide que fut créée en 1906 la Ligue Musulmane pour rivaliser avec le Congrès. Mais pendant longtemps, la Ligue allait décevoir ses parrains. La majorité des musulmans suivait le Congrès, et souvent la Ligue devait s'aligner sur les positions de celui-ci. Aux élections de 1937 par exemple, le Congrès recueille plus de 95 % des voix des musulmans.

Si à la veille de la seconde guerre mondiale, les différences de religion ne jouent donc qu'un rôle très secondaire, on assiste par contre à une différenciation entre les éléments de droite du Congrès et la gauche appuyée par le mouvement ouvrier qui se développe. Le passage de certains membres du Congrès au gouvernement en 1937 et 1939 ne fait qu'accentuer cette tendance. Ils mènent en effet une politique aussi réactionnaire que les Anglais et déçoivent totalement les espoirs des masses qui avaient voté pour eux.

Mais les événements de la seconde guerre mondiale vont bouleverser cette situation. Dès l'entrée en guerre, l'Angleterre institue aux Indes l'état d'urgence. En réponse, une grève politique de protestation éclate dès octobre 1939. Le Congrès, menacé de perdre tous ses appuis, adopte alors la politique inverse de celle qu'il avait suivie en 1914. Il refuse de coopérer à la guerre. Les ministres indiens démissionnent. Même alors, ils ne désespèrent pas d'arriver à un accord avec l'Angleterre. En 1941, ils offrent leur soutien à la guerre si on leur accorde un gouvernement national indien. Mais le gouvernement anglais de Churchill répond par une répression féroce qui fait des milliers de morts. Rien que pour les quatre derniers mois de 1942, on compte plus de 60.000 arrestations. Tous les dirigeants du Congrès sont en prison, Gandhi en tête.

A la même époque, la Ligue Musulmane voit augmenter son audience, avec l'appui de l'Angleterre, en profitant de la famine qui ravage le Bengale à la suite de l'arrêt des importations de grains. A la fin de la guerre, Jinnah, chef de la Ligue, pourra exiger la création du Pakistan.

En fait, les événements des années 1945-1947 qui aboutiront à la partition entre l'Inde et le Pakistan ne s'expliquent pas seulement par la politique de l'Angleterre, mais aussi par celle du Congrès qui encouragera de son côté les haines religieuses, toujours par peur du mouvement de masses.

En 1945, de grandes mutineries éclatent dans l'armée et la flotte indiennes. En février 1946, à Bombay, plus de 20.000 marins, hindous et musulmans mêlés, tiennent la ville pendant plusieurs jours. La répression fera des centaines de morts. A cette occasion, Gandhi et le représentant de la Ligue, Petel, se retrouveront totalement d'accord pour condamner cette « racaille impie » qui a osé fraterniser entre les deux religions.

En 1946-1947, les haines religieuses, attisées de tous côtés, atteignent leur point culminant. C'est alors que les Anglais viennent proposer leur plan de partage de l'Inde en deux « dominions » membres du Commonwealth, l'Union Indienne et le Pakistan. L'indépendance étant proclamée le 15 août 1947, les dernières troupes anglaises quittèrent l'Inde en juin 1948. Mais les peuples indien, pakistanais et bengali n'ont pas fini de souffrir de la politique menée par l'impérialisme anglais avec la complicité des dirigeants nationalistes hindous et musulmans.

Danielle TALSAN.

La police anglaise disperse une manifestation de gandhistes à Calcutta : à trois siècle part des colonialistes britanniques la bourgeoisie indienne, derrière Gandhi, ne sut que ouvriers indiens.

ndance de l'Inde

Gandhi et la non-violence

AVOCAT, appartenant à la caste des marchands, Gandhi, installé en Afrique du sud à la fin du XIX[e] siècle, se fit le défenseur des riches commerçants indiens de la colonie. Il voulut obtenir pour les indiens « éduqués » l'égalité des droits avec les Anglais. Les Anglais cherchant à stopper toute immigration indienne en Afrique, et même à renvoyer une partie des Indiens, Gandhi mène ses premières campagnes sur ce sujet : il est prêt à admettre la justesse de l'embargo total sur l'immigration des travailleurs indiens, mais il voulait obtenir l'autorisation pour un nombre limité d'Indiens « éduqués » de venir pour servir comme hommes de loi, comptables..., pour les riches commerçants indiens. C'est l'intransigeance des autorités anglaises qui le poussa à chercher l'appui des masses indiennes de la colonie. Il le fit d'une façon savamment limitée, en utilisant la même politique de non-violence et de résistance passive qu'il emploiera plus tard en Inde.

Pour protester contre l'enregistrement obligatoire institué pour tous les Indiens, Gandhi prêche le refus d'obéissance et organise des piquets devant les bureaux d'enregistrement. Il est arrêté, et dans sa prison, passe un accord avec les autorités anglaises : l'enregistrement n'est plus obligatoire mais volontaire, et Gandhi mène campagne pour engager les Indiens à se faire enregistrer volontairement. Une nouvelle loi abolit la reconnaissance des mariages religieux Indiens, ce qui met dans une situation de séjour illégal en Afrique la plupart des femmes indiennes et leur famille. Au cours de la campagne qu'il mène contre cette loi 2 000 mineurs de la ville sud-africaine de Newcastle se mettent en grève contre la loi. **« Gandhi se dépêche de venir à Newcastle pour prendre en main la situation et éviter tout désordre ou violence de la part des mineurs »** et il les convainc de quitter la mine car **« il y avait de grands risques à laisser des centaines de travailleurs inactifs et illéttrés rester oisifs sur place »**, nous explique Nanda dans la biographie de Gandhi. Gandhi organise alors une marche des mineurs à travers la frontière du Natal au Transvaal, le but étant de se faire tous arrêter et de faire ainsi déborder les prisons. Seul Gandhi est arrêté, mais le gouvernement anglais craint que le mouvement ne dégénère en révolte, **« il n'y a pas eu de mouvement de cette ampleur depuis la mutinerie »**, estime le vice-roi, et il demande à l'administration de la colonie de reculer.

Gandhi rentre sur cette victoire en Inde. Dès lors, il s'impose comme leader du Congrès National Indien : le Congrès a été créé en 1885 par un Anglais A.O. Hume, ancien secrétaire du gouvernement de l'Inde, qui comptait ainsi créer la **« valve de sécurité pour les forces considérables et toujours croissantes engendrées par notre propre action ».** Il est rapidement devenu le grand parti de la bourgeoisie indienne dont les rapports avec l'administration coloniale se tendent bien sûr, mais qui continue à jouir du soutien d'une partie de l'appareil politique anglais qui y voit **« ce grand parti du centre de constitutionalistes modérés sur qui, en dernière analyse, le gouvernement de l'Inde reposera un jour »** (déclaration d'un député travailliste aux Communes en 1910). Si Gandhi prend alors la direction de fait du Congrès (sans jamais prendre officiellement de poste important) c'est qu'il offre à la bourgeoisie indienne et au Congrès le moyen de jouir de l'appui des masses en ne les mobilisant que d'une façon très limitée et contrôlée : la non-violence.

« La répugnance « morale » de Gandhi à employer la violence reflète dans toute sa pureté la peur de la bourgeoisie indienne devant ses propres masses. Cette bourgeoisie a d'excellentes raisons de présager que l'impérialisme britannique l'entraînera dans son propre effondrement. De son côté, Londres avertit qu'au premier signe de désobéissance, elle emploiera « toutes les mesures nécessaires »... Il y a une division du travail clairement organisée entre la bourgeoisie coloniale et le gouvernement britannique. Gandhi a besoin des menaces de Chamberlain et de Churchill pour paralyser avec plus de chances de succès le mouvement révolutionnaire. » L'illustration la plus caractéristique de ces lignes écrites par Trotsky en 1940 est la période 1921-1922 : Gandhi avait promis l'indépendance en un an par une grande campagne non-violente. Mais la venue en Inde du Prince de Galles fut le point de départ d'une série d'émeutes. Gandhi courait partout pour chercher à calmer ces mouvements, utilisant toute son éloquence et ne perdant pas d'occasion de rappeler à ses auditeurs le massacre d'Amristar en 1919 où le général Dyer avait fait ouvrir le feu sur une foule d'Indiens pacifiquement rassemblée pour un fête traditionnelle, en ces termes : **« Qu'un autre général Dyer se présente devant nous avec ses troupes, qu'il commence à tirer sans sommations. Je prie Dieu que si cela arrive, je puisse continuer à vous parler avec autant de calme que je le fais maintenant et que vous restiez tous assis sous une grêle de balles comme vous l'êtes en ce moment. Ce serait une grande chose pour le Gujarat si dans ce moment vos oreilles et vos dos étaient tournés vers moi, vos poitrines et vos yeux dans la direction d'où viendraient les balles et si vous les accueilliez avec joie. »**

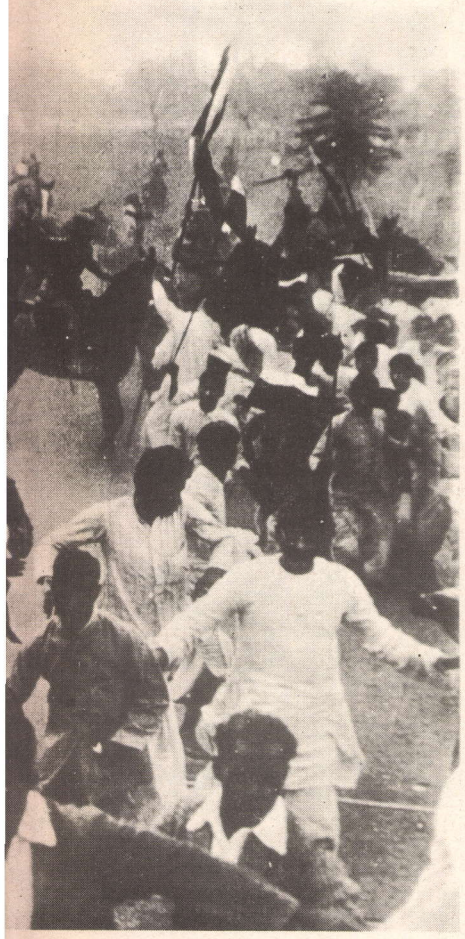
Gandhi : défenseur de la bourgeoisie indienne, non du peuple (Ph. U.P.I.)

Mais les masses indiennes n'ont pas le goût au suicide et lorsqu'en février 1922 dans le village de Chauri-Chaura les policiers ouvrirent le feu sur un cortège pacifique de partisans de Gandhi, ceux-ci se ruèrent sur les policiers, les mirent en pièces, et incendièrent le commissariat. A la suite de cette émeute, Gandhi décida de suspendre sa campagne car, comme l'écrira plus tard Nehru dans ses mémoires : **« Il y a peu de doutes que si ce mouvement avait continué il y aurait eu des crises sporadiques de violence de plus en plus importantes. »**

C'est la deuxième guerre mondiale qui a contraint l'Angleterre à revoir toute sa politique coloniale et en particulier à accorder l'indépendance à l'Inde : la période de retour à la paix risque d'être très délicate, et sur le plan économique et sur le plan politique. En Inde, 2 millions 250 000 hommes ont été appelés à l'armée, 2 250 000 hommes qui ne sont plus les paysans ignorants et calmes d'avant, 2 250 000 hommes qui de toute façon ne pourront pas, pour la plupart, se rétablir dans leur village d'origine. La fin de la guerre est une période explosive, dont les premiers soubresauts se font déjà sentir : en février 1946, 20 000 marins se mutinent à Bombay, les troupes anglaises interviennent et l'émeute gagne les rues de Bombay. Elle est matée. Gandhi voit dans les mutins **« cette combinaison impie »** des hindous et des musulmans, qui, si elle avait réussi, aurait **« livré l'Inde à la racaille ».** Mais des mouvements de ce type, ou même plus graves, ne peuvent que se reproduire, il est temps pour l'Angleterre de passer la main. Et elle a dans le Congrès un parti que ses liens avec l'Angleterre, sa modération rendent de toute confiance.

L'indépendance de l'Inde proclamée le 15 août 1947 ne résolvait pas les problèmes économiques et sociaux du pays, loin de là, et les espoirs qu'elle avait pu susciter dans le peuple indien se sont rapidement avérés vains. Des révoltes paysannes se produirent un peu partout contre les propriétaires terriens qui payèrent pour les réprimer des armées privées, et firent appel aux troupes gouvernementales lorsque les leurs étaient insuffisantes. La plus importante de ces révoltes ayant eu lieu dans l'Est de l'Haïderabad, la région de Talengana, le 13 septembre 1948 l'armée indienne envahit l'Haïderabad et écrasa le mouvement paysan. Car si la non-violence fut la politique de la bourgeoisie indienne pour s'appuyer sur une mobilisation limitée des masses indiennes (mais en paralysant tout mouvement révolutionnaire, ou en le laissant massacrer par les troupes anglaises, en prêchant la joie de se laisser tuer, cela n'empêcha pas la bourgeoisie indienne de diriger elle-même la répression contre ses propres masses une fois l'indépendance acquise). Car cette tâche, la répression, jusque-là laissée aux soins de l'armée anglaise, il fallait bien que la bourgeoisie indienne l'assure maintenant, et elle montrait autant de vigueur que ses prédécesseurs. Elle couvrait bien sûr encore ces actes de l'ombre du Mahatma. Mais, après tout, l'ombre de ce « révolutionnaire non-violent » est fidèle à ce qu'il fut, car n'a-t-il pas inauguré sa politique « non-violente » en Afrique du Sud au moment où il revendiquait l'égalité des droits entre les Anglais et la bourgeoisie indienne, tout en levant un corps de volontaires indiens pour aider les troupes anglaises dans la répression de la révolte Zoulou.

Olivier BELI



s de violences et de répressions de la prêcher la non-violence aux paysans et

(Photo Viollet.)

A propos du blocage de " Lutte Ouvrière " aux N.M.P.P.

UNE LETTRE A " L'HUMANITÉ "

Nos lecteurs trouveront ci-dessous le texte d'une lettre à **l'Humanité** que nous lui avons adressée le 7 août dernier. Le quotidien du P.C.F. après avoir, en effet, publié in extenso le « défi » du Comité intersyndical parisien du Livre C.G.T. affirmant qu'il n'y avait jamais eu de blocage de **Lutte Ouvrière,** nous accusant de mensonges à propos de cette affaire et nous sommant en quelque sorte de faire la preuve de ce que nous avancions, ... n'a publié aucune ligne sur la réponse que nous avions apportée au cours de la conférence de presse tenue l'après-midi même (voir **L.O.** numéro 206).

Pour tenter d'éclairer malgré tout les lecteurs de **l'Humanité** et pour remédier à ce fâcheux oubli de la rédaction, nous avons donc adressé à celle-ci une lettre d'explication suivie d'un texte qui la résumait et qui avait la longueur exacte du « communiqué de défi » du syndicat C.G.T. A ce jour **l'Humanité** n'a toujours rien publié.

Cela n'étonnera personne. Les mensonges du P.C.F. et de la direction C.G.T. en cette affaire étant si gros qu'ils sont impossibles à soutenir. Le journal du P.C.F. préfère donc faire le black-out.

Nous nous réservons bien entendu toute possibilité de relancer **l'Humanité** et de rappeler à sa rédaction, par différents moyens, quels sont les bons usages en matière d'information et du droit de réponse.

Messieurs,

A propos du conflit qui oppose Lutte Ouvrière **à la direction du syndicat CGT des NMPP, qui à plusieurs reprises déjà a bloqué la diffusion normale de notre hebdomadaire, votre journal a donné un compte rendu unilatéral tendancieux et pour tout dire mensonger sur l'affaire.**

Jeudi dernier 3 août, encore, l'Humanité **publiait un communiqué du Comité intersyndical du Livre parisien CGT qui, niant ce qu'il avait pourtant reconnu publiquement quelques jours auparavant, « mettait au défi la direction de** Lutte Ouvrière **de prouver que son titre a été bloqué ». Ce défi nous l'avons relevé le jour même au cours d'une conférence de presse à laquelle ni le Comité intersyndical du Livre parisien que nous avions convié tout exprès, ni votre journal n'ont daigné se faire représenter.**

Et l'Humanité **n'a évidemment consacré aucune ligne à notre réponse.**

Cette curieuse conception de l'information, qui révèle d'ailleurs le mépris le plus complet pour les lecteurs de votre journal, ne nous étonne guère. Informés par la campagne de protestations que nous avons menée des curieuses méthodes employées par la direction CGT des NMPP pour étouffer la voix d'une autre tendance politique ouvrière, l'ensemble des travailleurs, y compris de nombreux travailleurs appartenant à la CGT et au PCF, ont manifesté leur profonde désapprobation. Devant celle-ci la direction de la CGT du Livre et derrière elle celle du PCF qui, pensant que leur mauvais coup passerait inaperçu de la grande masse des travailleurs, avaient commencé par le revendiquer, voudraient bien maintenant tenter d'en effacer les traces. Mais le Comité du Livre parisien CGT et l'Humanité **sont bien incapables de soutenir le défi qu'ils ont lancé, les preuves que la diffusion de** Lutte Ouvrière **a bien été bloquée sur ordre de certains dirigeants de la CGT étant nombreuses et irréfutables.**

Il y a la « motion » que le Comité CGT nous a fait parvenir au début juillet et qui nous fait part explicitement de sa décision d'arrêter la diffusion de notre hebdomadaire tant que continuera à paraître le bulletin Lutte Ouvrière **édité par des travailleurs des NMPP sympathisants de notre tendance et diffusé aux travailleurs de l'entreprise, et dont la disparition est le but recherché par le syndicat CGT dans toute cette affaire.**

Il y a les articles de l'Humanité, **en particulier celui du 20 juillet qui dit entre autre : « L'expédition de** Lutte Ouvrière **a donc été stoppée deux fois. Elle pourrait l'être une troisième fois si les groupes trotskystes ne se décident pas à ficher la paix aux travailleurs des Messageries. »**

Il y a les constats d'huissiers, fournis aux journalistes présents lors de notre conférence de presse du jeudi 3 août, qui font foi que certains numéros de Lutte Ouvrière **ne sont pas parvenus dans un certain nombre de centres NMPP de province.**

Il y a enfin les témoignages d'un certain nombre de travailleurs des NMPP eux-mêmes.

Non seulement nous sommes donc tout prêts à relever le défi du Comité intersyndical du Livre parisien CGT, mais, bien plus, à notre tour nous lui en lançons un. Qu'il tienne donc la conférence de presse qu'il faisait mine d'envisager en refusant d'assister à la nôtre pour démontrer qui ment en cette affaire, qu'il accepte donc, s'il l'ose, une confrontation en présence des représentants de l'ensemble des organisations syndicales du Livre et de la presse, et en particulier des NMPP, et des organisations syndicales de journalistes.

Nous lui lançons même un second défi. Qu'il démontre donc, toujours en présence des représentants des organisations syndicales du Livre, des NMPP et des journalistes, qu'il y a eu de notre part provocations, insultes, voire « menaces de mort » comme un de ses dirigeants n'a pas craint de l'affirmer contre toute vérité au micro d'Europe N° 1. Nous tenons à sa disposition la collection complète de nos tracts et bulletins diffusés aux NMPP. Nous le défions d'y trouver le moindre commencement de preuve. Car ce que la direction CGT des NMPP appelle provocations ce sont simplement les critiques politiques que nos camarades de l'entreprise lui adressent ainsi qu'au PCF. Mais ce droit à la critique c'est celui de n'importe quelle tendance du mouvement ouvrier, de n'importe quel travailleur. Pour notre part nous avons toujours défendu la démocratie ouvrière qui est non seulement nécessaire aux travailleurs dans la défense quotidienne de leurs conditions de vie et de travail, mais également indispensable pour construire un jour le pouvoir des travailleurs et par lui une société socialiste. Nous ne tolérerons donc aucune atteinte à celle-ci ni ne cèderons à aucun chantage venant de qui que ce soit.

Puisque vous avez publié in extenso la mise au point du Comité intersyndical du Livre parisien CGT et le défi qu'il lançait à Lutte Ouvrière, **il serait normal, juste et correct pour la bonne information des lecteurs de** l'Humanité **que vous publiez notre réponse à celui-ci et le contre-défi que nous lui lançons à notre tour.**

Usant donc de notre droit de réponse, nous vous demandons de publier à défaut de cette lettre, le texte ci-joint qui la résume et qui a exactement la même longueur que le communiqué du Comité intersyndical du Livre parisien CGT qui mettait en cause notre bonne foi. Vous pourriez le faire par exemple sous le même titre « Liberté d'expression » et à la même place que le communiqué CGT.

Veuillez recevoir, Messieurs, nos salutations communistes et révolutionnaires.

Paris, le 7 août 1972.

Pour Lutte Ouvrière.

Michel RODINSON.

S.N.E.C.M.A.-Hispano (Bois-Colombes)

Une exclusion qui donne du fil à retordre à la C.G.T.

LA direction de la CGT d'Hispano (c'est-à-dire évidemment les militants du PCF) n'a jamais eu beaucoup l'habitude de s'embarrasser de formes dans sa vie syndicale. Elle a déjà exclu de ses rangs un bon nombre de travailleurs et en a découragé encore bien plus.

Mais lors de son dernier congrès, elle a eu une surprise désagréable. Une nouvelle fois, trois syndiqués refusaient de se rallier à son point de vue : exclure de la Commission Exécutive deux militants de l'A.J.S. Or ces trois syndiqués appartenaient au bureau du syndicat. C'était intolérable et la CGT a décidé d'exclure immédiatement deux d'entre eux du bureau.

Cette décision, prise comme il se doit désormais pour la CGT, en petit comité, a déclenché une belle émotion chez Hispano. Et cela malgré la proximité des vacances ! En effet, un des travailleurs exclus n'a pas accepté cette mise au rancard.

Il travaille dans un secteur cher à la CGT puisqu'il s'agit de la Fabrication et du Contrôle où il y a une très forte proportion de syndiqués CGT et où la combativité des travailleurs est souvent très élevée.

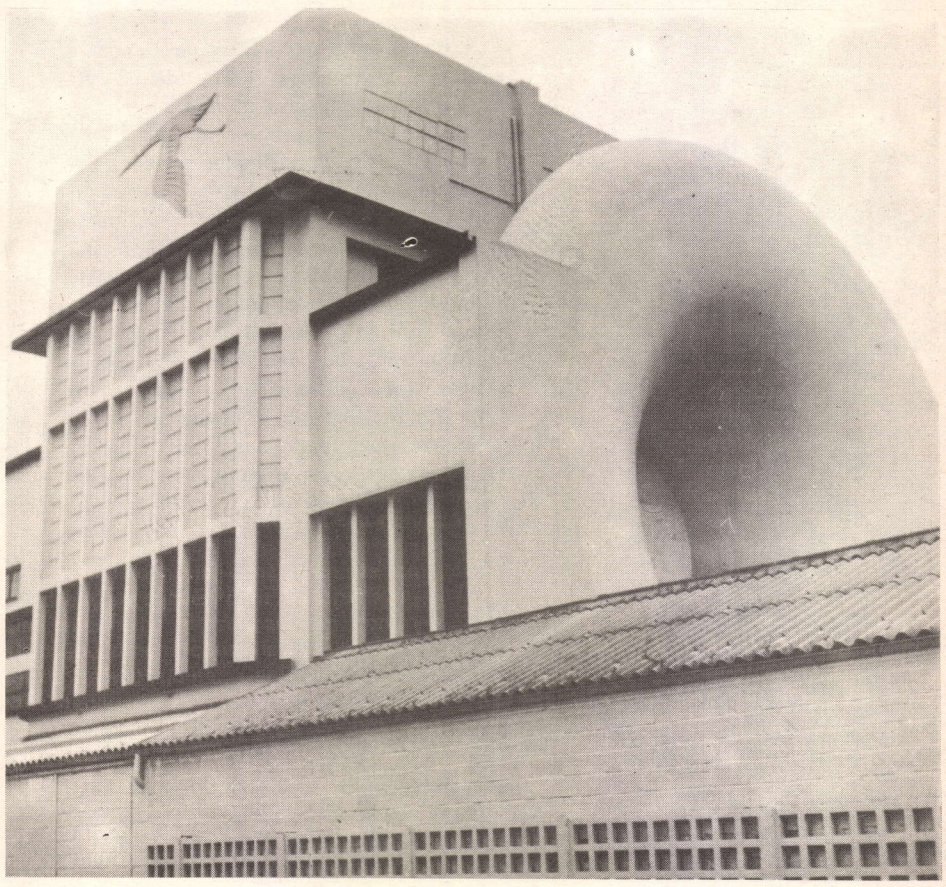
Ce travailleur, appuyé par ses camarades, a fait connaître aux autres syndiqués son exclusion en faisant circuler une pétition qui a recueilli 50 signatures et une grande sympathie de la part des travailleurs de secteurs pourtant traditionnellement sympathisants de la CGT et du PCF qui ont activement aidé à la diffusion de la pétition.

La CGT d'Hispano en a quelquefois vu de sévères et, malgré sa très grosse influence sur les travailleurs, elle a bien souvent été trop loin dans son absence de démocratie. Mais là, elle a eu quelques sueurs froides car elle n'avait encore jamais vu une décision d'exclusion aussi contestée, aussi combattue dans ses propres rangs. Bien des éléments les plus dynamiques de la CGT ruaient dans les brancards et bagarraient ferme.

D'autant plus que pour le deuxième exclu, les choses étaient bien loin de passer comme une lettre à la poste parmi ses camarades de travail. Les choses, pour lui, toutefois, en sont encore là.

Du coup la pétition du premier exclu a déclenché le scandale parmi les responsables qui ont pris la décision de l'exclure non plus seulement du bureau mais tout simplement du syndicat.

Aujourd'hui c'est chose faite. Sur le moment, le scandale a été à son comble. Quinze travailleurs qui avaient soutenu la pétition ont distribué un tract à tout le personnel, à la porte de la cantine, les informant de ce qui venait de se passer à la CGT et racontant les faits avec lesquels ils étaient en complet désaccord.



(Ph. L.O.)

Désormais, toute l'usine était au courant et la CGT commençait à se mordre les doigts car elle venait de se rendre compte, après coup, de l'influence que pouvait avoir ce militant, délégué du personnel de surcroît, qui faisait son travail avec dévouement et de la confiance qu'il rencontrait parmi ses camarades de travail.

Seul le départ annuel en vacances a ramené le calme à la CGT. C'est sans doute d'ailleurs ce sur quoi comptaient ses dirigeants en procédant avec cette célérité à cette exclusion.

Mais c'est un calme momentané...

Correspondant L.O.

R.A.T.P.

TOUT POUR LE CONTROLE... RIEN POUR LE RESTE

CETTE année, pour pallier au manque de personnel durant les mois d'été, la direction de la R.A.T.P. a engagé des étudiants comme poinçonneurs, elle échappe ainsi à la nécessité de recruter des surveillants temporaires « normaux » à un moment où, avec la généralisation du contrôle automatique des billets, elle s'apprête à faire partir en retraite anticipée ou à priver de leur travail des temporaires qui le sont parfois depuis... dix ans. Ceci est d'ailleurs d'autant plus scandaleux qu'elle tient ces poinçonneurs et poinçonneuses dans l'ignorance la plus totale du sort individuel qu'elle leur réserve à la fin de la période des vacances.

Rien n'est plus significatif des préoccupations de la R.A.T.P. que l'image qu'elle tente de donner d'elle-même et les connaissances qu'elle tente d'inculquer à ses recrus d'un mois, durant les trois jours d'école auxquels celles-ci commencent par assister.

L'instruction destinée aux stagiaires étudiants tient en une phrase : de gibier (les usagers), les voilà promus au rang de chasseurs (les poinçonneurs). L'étude des différents titres de transport (il en existe environ 2.500 à la Régie), des différentes cartes qui donnent droit à telle ou telle réduction ou priorité, enfin l'énumération de tous les « trucs » qui permettent de démasquer et de coincer le resquilleur (des primes de quelques francs sont prévues pour les poinçonneurs vigilants...), constituent le morceau de choix de cette formation rapide.

Pour la R.A.T.P., modernisation = licenciements. (Ph. U.P.I.)

Le règlement n'est pas toujours le règlement

Peu d'usagers ont lu le règlement en vigueur dans l'enceinte de la R.A.T.P. et à vrai dire on y trouve des choses étonnantes. Il faut d'ailleurs remarquer que, s'il était appliqué à la lettre, il rendrait la vie impossible à tout le monde, usagers comme employés, pour ce qui est notamment du contrôle des billets.

C'est ainsi par exemple qu'au possesseur d'un billet donnant droit à un voyage, il faut savoir que le voyage représente « le trajet le plus court en temps ou en distance entre le point de départ et le point de destination ». **A qui ne comprendrait pas ce langage limpide, précisons que celui qui fait un petit détour pour aller admirer la station « Louvre » et les quelques gravures artistiques qui y sont installées se trouvera en** « situation irrégulière ». **Et ce d'autant plus qu'il est également interdit de stationner sur les quais — en théorie — car bien évidemment, aux heures de pointe, malgré le dépassement du nombre autorisé de voyageurs par wagon, ce qui est aussi interdit, les quais sont toujours surchargés. On peut le constater, la R.A.T.P. viole elle-même ses propres règlements pour ce qui concerne la sécurité. Au contraire en matière de contrôle, et à partir de l'automne, celui-ci va se généraliser en seconde, elle se montre intransigeante. Malheur alors à celui qui aura dépassé la station à laquelle il désirait descendre de plus de trois arrêts ou encore qui se sera trompé de sens au départ, il devra acquitter une amende. A moins que, n'ayant constaté son erreur à temps, il ne se rende auprès du chef de station, son titre de transport en main, afin de se faire dédouaner par écrit. Cela bien évidemment ne sera faisable qu'aux heures creuses car aux heures de pointe un attroupement considérable en résulterait, attroupement qui, bien évidemment, est interdit.**

Quant aux voyageurs qui, ne comptant pas sur la solidarité de leurs voisins pour faire sentir aux contrôleurs qu'il vaudrait mieux qu'ils cessent d'écraser les pieds de tout le monde et aillent sévir ailleurs, voudraient se trouver « en règle », ils auront toujours la ressource de ne pas vider leurs poches de tout le mois et seront ainsi certains que parmi la cinquantaine de billets qu'ils présenteront au contrôleur le bon s'y trouvera...

« Modernisation »

Son « Règlement » et ses perspectives en matière de contrôle sont vraiment les seuls titres de gloire de la Régie : il faudrait aussi dire un mot de ces fameuses machines à contrôler, les BC 35, d'ailleurs destinées à passer à la poubelle pour être, à partir de 1973, remplacées par des machines à billets magnétiques. Pour l'heure la particularité de ces dignes engins est en effet de se bloquer dès lors qu'un voyageur au lieu de pousser le bras passe en le tirant, ce qui empêche le compostage du billet du suivant...

Sécurité, connais pas

Quant à la sécurité le peu qui en est dit aux élèves suffit pour se rendre compte que c'est là le cadet des soucis de la R.A.T.P. Ce qu'en apprend le jeune stagiaire étonné, devrait pourtant être connu de tous les voyageurs : ainsi l'existence d'un interrupteur d'alarme (servant à couper le courant sur une portion de rail électrique) sur chaque quai (un seul par quai !), est pourtant, en l'absence d'une signalisation adéquate, ignorée de tous les usagers.

Mais le clou de cet enseignement accéléré réside sans doute dans les confidences de l'instructeur qui nous a révélé que si à la Régie tout est prévu pour la sécurité des usagers — mais oui —, il y avait par contre pas mal d'accidents parmi le personnel. Et ce digne monsieur de nous citer cyniquement avec un sourire en coin les conducteurs « grillés » sur les vieilles motrices — encore en service sur de nombreuses lignes — dans la cabine de tête au contact des 750 volts qui parcourent les commandes...

Correspondant L.O.

Ateliers de Constructions Métalliques d'Héricourt (Haute-Saône)

Comment le patron loge ses ouvriers

RECHERCHEZ-VOUS un logement spacieux, confortable, tranquille ? Alors n'hésitez pas. Venez visiter les baraquements des A.C.M.H. d'Héricourt.

Ici, les travailleurs immigrés sont entassés dans des chambres grandes comme des mouchoirs de poche. Deux par chambre, paraît-il..., mais on y installe souvent un ou deux lits supplémentaires.

Dans ces chambres, une armoire, une table et quatre travailleurs parfois, qui essaient de se caser dans tout cela. Coin « cuisine » : un évier sans eau chaude (le cumulus ne fonctionne plus depuis deux ans). Des fils sont tendus à travers la pièce quand on ne peut étendre la lessive dehors.

Une vie en commun : on partage la misère.

Et pour couronner le tout, un règlement intérieur dont voici quelques extraits :

« ... Régulièrement, les locataires sont soumis à une surveillance dont le but est de contrôler si les mesures d'hygiène sont respectées, si des éléments clandestins n'y sont pas installés.

« Chaque locataire est tenu de verser un loyer de 50 F, à raison de deux personnes par chambre. Les charges (eau, gaz, électricité ne sont pas comprises dans ce loyer ainsi que 4,50 F mensuels de participation aux frais de matériel d'habitation. »

Montant global approximatif : 120 F.

Et une note de service précise :

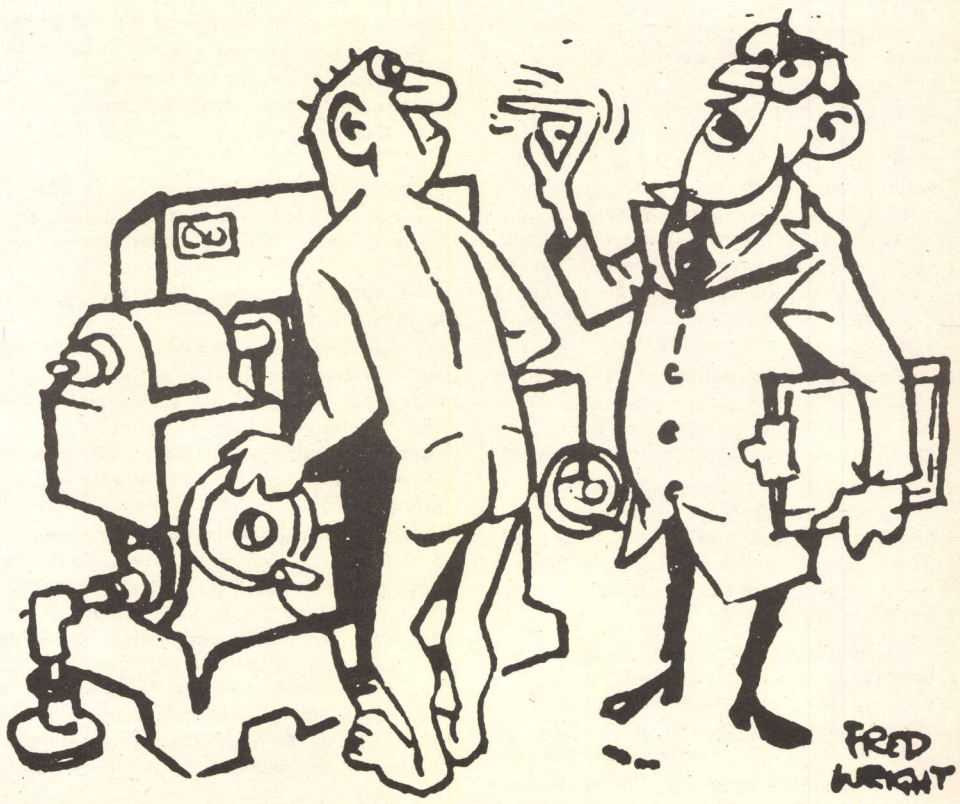
« ... En cas de départ en congé du locataire, aucun prélèvement de loyer, eau, gaz, électricité ne sera fait. Mais la direction se réserve le droit de disposer de la chambre de l'intéressé. En aucun cas elle ne répondra des vols, des dégâts qui pourraient être occasionnés sur le matériel appartenant au locataire absent. »

Or un locataire parti en congé pour deux mois a eu en rentrant la désagréable surprise de constater que les deux mois de loyer plus les charges, plus deux fois 4,50 F lui avaient été déduits de sa paie.

Quand on sait que toutes les dégradations sont à la charge de l'occupant, ainsi que les travaux d'entretien des locaux, on ne se fait plus d'illusion sur ce petit paradis.

Correspondant L.O.

Extrait du journal révolutionnaire américain The Spark **(« L'Etincelle »).**



« La chaleur n'est pas une excuse pour enlever vos lunettes de sécurité, Jackson ! »

livres

365 JOURS

du Dr Ronald J. Glasser

AU Vietnam, la guerre que l'impérialisme américain impose à un petit peuple est une guerre de destruction qui mobilise d'énormes moyens matériels.

Mais cette guerre ne se mène pas seulement à coup de raids de B 52 qui déversent des milliers de tonnes de bombes depuis 20.000 mètres d'altitude avec une horrible routine de fonctionnaires. Elle s'est menée et continue à se mener par l'engagement sur le terrain de dizaines de milliers de jeunes soldats américains. Et là aussi l'impérialisme américain est responsable de la mutilation dans sa chair et dans son esprit de toute une partie de la jeunesse américaine.

C'est cela que nous laisse entrevoir le livre du Dr R.J. Glasser **« 365 jours »**. Il a été médecin dans un hôpital militaire du Japon vers lequel les blessés graves sont évacués. Tout au long des 17 très courtes nouvelles qui composent son livre il nous montre dans toute son atrocité ce que la guerre moderne peut faire de garçons de 18 ou 20 ans en pleine santé. Il raconte ce qu'il a vu lui-même, l'état dans lequel les blessés arrivent, il raconte ce que les soldats qu'il a soignés lui ont eux-mêmes dit sur ce qu'avait été leur vie au combat, sur ce qu'ils avaient fait et comment ils l'avaient fait.

Le livre du Dr Glasser est un livre dur. Il nous livre la réalité de la guerre du Vietnam telle que la vivent les soldats américains. Il nous montre le déluge de fer et de feu qui s'abat sur les hommes au Vietnam, la boucherie que cela représente.

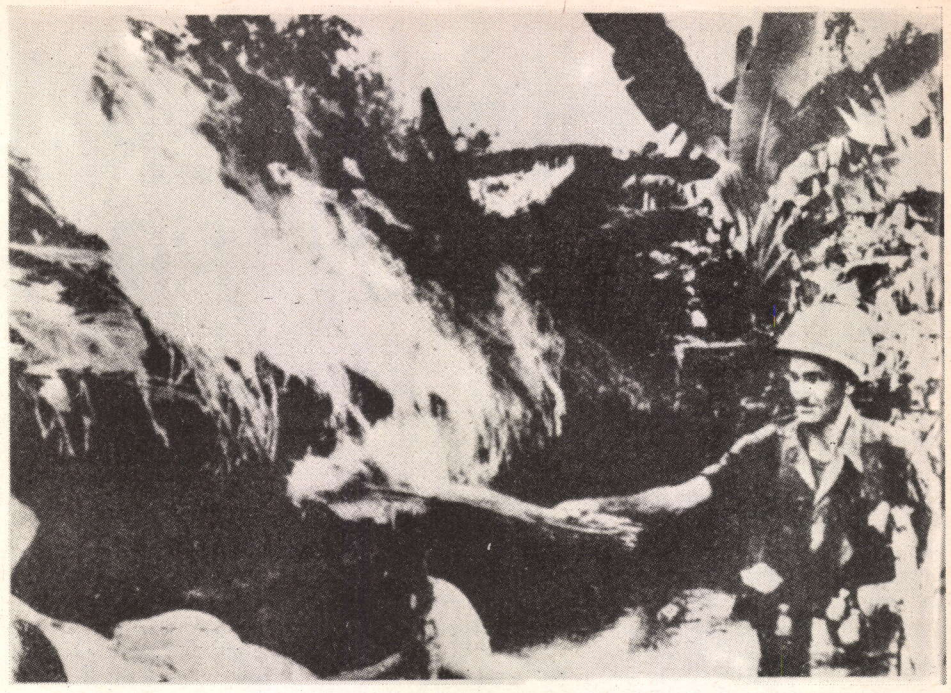
Au Vietnam l'armée américaine est dressée pour tuer le plus de Vietnamiens possible. C'est une mécanique parfaitement réglée pour cela ; en quelques secondes, lors d'un accrochage sur le terrain, elle peut faire intervenir avec une précision et une puissance de feu terrifiante, l'aviation et l'artillerie. Mais cela n'empêche pas les G.I.'s de subir eux-mêmes de lourdes pertes car le Vietcong et l'armée nord-vietnamienne disposent eux-aussi d'armes puissantes et modernes (mines, mitrailleuses, fusées, mortiers). Ainsi, pendant la fameuse offensive du Têt du début de 1968, l'armée américaine a eu près de 5.000 tués et plus de 19.000 blessés.

Pour les soldats qui sont au combat, les 365 jours qu'ils doivent passer au Vietnam — d'où le titre — sont 365 jours d'enfer. Bien que, pour la plupart, leur seul but soit d'arriver indemnes au bout de ces 365 jours, ils sont pris dans l'engrenage de cette énorme machine à tuer. Même ceux qui s'en sortent sans trop de mutilations physiques sont souvent atteints dans leur esprit et dans leur conscience.

« 365 jours » est un témoignage vécu, réaliste, de la manière dont l'impérialisme U.S. fait la guerre au Vietnam, de la boucherie dans laquelle il plonge aussi ses propres soldats. Un témoignage qui ne peut qu'engendrer la révolte.

Claude CHARVET.

« 365 jours » *du Dr Ronald J. Glasser. Editions Grasset. 21 F.*



Soldat américain brûlant une paillote au lance-flammes.

Une jeunesse mutilée dans sa chair et dans son esprit.

PAYSANNERIES AUX ABOIS

de R. Dumont

RENE DUMONT, auteur de nombreux ouvrages sur l'économie des pays sous-développés, est avant tout un ingénieur agronome, c'est un spécialiste qui connaît sa partie et qui sait de quoi il parle. Il a beaucoup voyagé et a réalisé de très nombreuses enquêtes dans les pays arriérés.

Dans son dernier livre, Paysanneries aux abois, **il aborde rapidement, mais avec précision, les problèmes du développement économique de trois pays appartenant à ce que l'on appelle le tiers-monde (Ceylan, la Tunisie et le Sénégal) et démontre qu'au-delà de leurs caractéristiques spécifiques, tous ces pays sont confrontés aux mêmes problèmes et conduits vers une impasse : celle du sous-développement croissant, du chômage et de la faim, dont la paysannerie est la première victime.**

L'indépendance politique de ces pays n'a, par elle-même, résolu aucun des problèmes de ces pays et n'a en aucun cas réussi à les sortir du sous-développement.

Les termes de l'échange entre les pays impérialistes et les pays arriérés n'ont pas cessé de se détériorer, le cours des matières premières baissant continuellement par rapport aux prix des produits exportés par les pays avancés.

La bourgeoisie nationale, parvenue au pouvoir, ne pense qu'à s'enrichir aux dépens de toute perspective de développement, accaparant les terres, se lançant dans de grandes opérations de prestige qui engloutissent les fonds de l'Etat. C'est ainsi que chaque pays veut avoir « son » immense barrage hydro-électrique, « ses » plantations hautement mécanisées, etc... Toutes opérations qui profitent avant tout aux compagnies étrangères fournissant les biens d'équipement. Ces mêmes opérations, par ailleurs, ne font qu'accroître le chômage car les machines économisent beaucoup de travail et il n'est pas possible d'utiliser ces installations à plein rendement car le reste de l'économie n'est pas du tout au même niveau de technicité.

Enfin, la prétendue « aide » des pays développés au reste du monde n'aboutit finalement qu'à un transfert indirect des richesses vers les pays avancés « donateurs ».

Le texte de René Dumont fourmille d'exemples précis, de chiffres, de comparaisons permettant de comprendre les vrais problèmes de la paysannerie des pays sous-développés. C'est là son côté le plus intéressant.

Faisons malgré tout une réserve. On ne sait pas très bien si Dumont adopte l'attitude réactionnaire d'être en soi adversaire des machines agricoles dans les pays sous-développés ou proteste simplement contre leur emploi anarchique pour le plus grand profit d'une poignée d'exploiteurs.

Mais que propose l'auteur pour remédier à cet état de fait, pour faire sortir ces pays de l'impasse ? D'abord toute une série de recettes techniques adaptées aux diverses situations permettant de procurer le plein emploi à la paysannerie et de l'éloigner définitivement de la famine. Pour cela, bien sûr, il parle de réforme agraire ainsi que de la nécessité de transformer les structures sociales.

Mais au-delà, ses explications politiques sont du plus grand flou.

D'ailleurs, il hésite constamment entre son rôle de conseiller agronome auprès des gouvernements en place et celui d'observateur lucide qui se rend parfaitement compte qu'une véritable solution des problèmes agraires passe d'abord et avant tout par le renversement pur et simple des dits gouvernements.

Pour lui, c'est dans l'éducation de la paysannerie que réside l'espoir de réalisation de son « socialisme » humaniste ou chrétien. Quant au prolétariat, dans tout cela, il n'en parle que peu, pour le caractériser comme plus privilégié que la paysannerie, donc moins apte à la révolution. C'est un raisonnement bien courant et bien sommaire mais on aurait tort de chercher dans ce livre des analyses politiques approfondies.

Spécialiste en agronomie, Dumont ne sort finalement jamais des limites de sa spécialité. Par exemple, son admiration pour la Chine provient du fait que le régime de Pékin a su mettre en pratique les propositions qu'il énonce. Mais ce dont il se rend assez mal compte c'est que, si la réforme agraire en Chine et l'organisation plus rationnelle du travail dans les campagnes ont permis de vaincre les famines et de nourrir décemment toute une population, elles n'ont pas permis et ne pouvaient pas permettre à la Chine Populaire de sortir du sous-développement.

En fait, Dumont prend la Chine Populaire d'autant plus facilement pour modèle que toutes les solutions que lui-même préconise se placent exclusivement dans le cadre de chaque Etat national et prônent l'autarcie comme unique moyen d'échapper à la pression du marché mondial, donc de l'impérialisme. Mais si cette autarcie est un moyen de défense, elle n'est jamais pour les socialistes une fin en soi. Ce ne peut être qu'un pis aller pour un pays sous-développé en attendant des temps meilleurs, c'est-à-dire la révolution dans les pays capitalistes avancés.

Malgré toutes ces limites fondamentales quant à l'aspect politique des choses, les solutions pratiques que propose Dumont sont intéressantes car elles donnent une idée de ce par quoi il faudra vraisemblablement commencer pour résoudre rapidement les principaux problèmes de survie de ces pays. Mais on doit mettre en garde le lecteur peu averti. En spécialiste, Dumont, durant des pages entières, explique la supériorité de telle espèce de blé ou de riz sur telle autre, la nécessité de certaines sortes de cultures en fonction d'un type de sol ou de climat, les avantages comparés des différents engrais, etc. Cela devient parfois lassant et le profane se sent souvent l'envie de sauter quelques dizaines de pages d'explications techniques. On le comprend.

Enfin le livre de René Dumont comporte un autre aspect intéressant : un témoignage sur la rébellion des jeunes Ceylanais au printemps 1971, rébellion sauvagement réprimée par le gouvernement de gauche d'Union Populaire de Mme Bandaranaïke. L'auteur, qui effectuait une enquête sur place au moment où éclata cette rébellion, en donne une description vivante et pénétrante.

Claude CHARVET.

Paysanneries aux abois *(Ceylan, Tunisie, Sénégal), de René Dumont. Ed. du Seuil. 23 F.*

cinéma

La poussière, la sueur et la poudre

de Dick River Richards

C'EST, évidemment, encore un western. Avec les films dits érotiques, c'est le seul genre de spectacle que l'on peut voir à l'affiche à Paris en ce mois d'août. C'est de tradition.

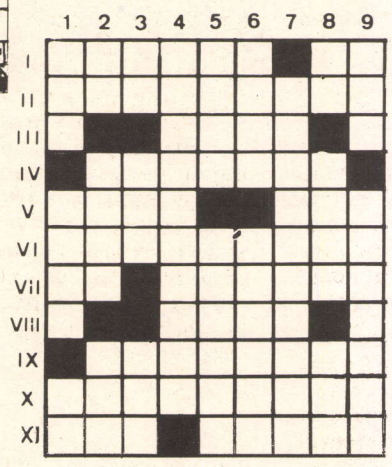
Mais La poussière, la sueur et la poudre **se veut un western « pas comme les autres ». Cela aussi est maintenant une tradition, après le spaghetti western, le western érotique, le western comique, le western pro-indien, voici donc le western documentaire, ou le western démystificateur au choix.**

Il paraît que Dick Richards a longuement étudié, avec documents à l'appui, ce que furent réellement ces héros de cinéma qui font recette depuis tant d'années : les cow-boys. Et il a entrepris de montrer que le cow-boy ce n'est jamais qu'un garçon-vacher à cheval. Mal payés, mal nourris, couverts de poussière et plutôt hirsutes, les personnages de Dick Richards qui tiennent autant du bandit de grand chemin que du gardien de bétail, ont en outre la gachette rapide et usent de cet argument dans toutes les situations ou presque. « Cow-boy, ce n'est pas un métier, c'est ce qu'on fait quand on n'est pas capable de faire autre chose », **dit un des héros du film chargé de detruire les légendes. Et afin de mieux démystifier ceux des spectateurs qui, depuis tant d'années, ne le seraient pas encore, Dick Richards entreprend de nous faire découvrir le travail et la vie du cow-boy par les yeux d'un très jeune adolescent, fort peu dégourdi, et qui quitte les jupes de sa mère pour suivre un convoi de bétail à travers les grands espaces. Il y a les vois de bétail, les coups de pistolet, l'irrascible propriétaire terrien qui ne veut pas laisser paître les bêtes sur ses terres, même une journée et, pour finir, la colonie de squatters, pacifistes qui chantent pieusement et fort artistiquement d'ailleurs des hymnes religieux pour éloigner la menace...**

Bref, on le voit, rien de très nouveau dans ce western « pas-comme-les-autres » et qui, pourtant, n'en finit pas de leur ressembler. On partage aisément la déception et l'amertume du jeune héros qui, écœuré par tant de violence et de sang, — il y a beaucoup de sang, c'est la mode — finit par laisser son pistolet et retourne vraisemblablement chez sa mère.

Les cow-boys, des pauvres types ? On s'en était douté.

Colette BERNARD.



HORIZONTALEMENT. — I. Ne payait pas la vignette - Note. — II. Drôles de mélanges. — III. Dans la marge... et à l'envers. — IV. Excessifs. — V. Bon ou bot - Ça n'est jamais que de l'eau. — VI. Ancien ou nouveau, il reste abrutissant. — VII. Fin de participe - Un pépin. — VIII. Attire quand il est mutuel. — IX. Il paraît que toutes sont respectables, mais certaines sont prohibées ! — X. Elle est en Asie. — XI. S'applique aussi bien au bol qu'au poil - Servent à accrocher.

VERTICALEMENT. — Vain - Quelquefois bleue - Fin de mode. — 2. Personnel - On peut l'être fort - Sigle d'un parti. — 3. Suffit (épelé) - Sert à parler ou à s'éclairer - Perdus dans les gares. — 4. Il court après toutes les femmes. — 5. Sortes de choix mais dont les ingrédients sont mêlés - Désagréable à essayer. — 6. Trouble, souci - suffisants pour qu'on puisse choisir. — 7. Maladies chroniques du système. — 8. Particule - Vieille légende - Orientation. — 9. Sigle célèbre dans certains romans - Leur temps peut revenir.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	■	R	E	S	C	A	P	E	S
II	V	A	L	■	E	R	U	P	E
III	■	G	U	E	R	R	I	E	R
IV	R	E	D	I	V	I	S	E	R
V	E	■	E	R	I	V	■	S	U
VI	A	G	R	E	E	E	S	■	R
VII	G	A	■	■	R	E	U	N	I
VIII	I	R	E	S	■	■	T	U	E
IX	T	S	E	T	S	E	■	E	R

Bruay :

Politique et démagogie

QUE Monsieur et Madame Dewèvre aient pressenti pour second avocat maître Henri Leclerc (qui a d'ailleurs refusé), connu pour avoir défendu devant les tribunaux de nombreux militants gauchistes, qu'ils se soient associés, à plusieurs reprises, et publiquement, aux activités du « Comité pour la vérité et la justice » animé par des maoïstes, qu'ils aient manifesté dans la rue, contre la décision de dessaisir le juge Pascal du dossier, voilà qui indigne les défenseurs traditionnels de l'ordre qui ne peuvent souffrir que la politique soit ainsi mêlée à la justice. C'est là un délit qui trouve difficilement grâce auprès des Tartuffe qui s'obstinent à maintenir la fiction de l'indépendance de la justice par rapport à la politique.

L'indépendance des magistrats ? C'est une monumentale foutaise dont Tomasini, le secrétaire général du parti au pouvoir, a administré publiquement la preuve en se permettant d'insulter l'honorable corps (en disant aux juges qu'ils étaient tous des lâches) qui n'a eu d'autre ressource que d'aller pleurer dans le giron du Président de la République et d'essuyer, le plus dignement possible, le crachat qu'il venait de recevoir. Où est l'action de la justice dans les récents scandales qui ont éclaboussé les puissants qui encombrent les allées du pouvoir ? Qui a été en prison, sinon des comparses de second ordre ? Combien de dossiers sont, chaque année, mis sous le boisseau ? Lorsqu'il s'agit des puissants, le fameux glaive de la justice est bien inoffensif. Et dans l'affaire de Bruay elle-même, le respect scrupuleux des droits de la défense, l'utilisation de toutes les garanties que le Code pénal accorde au prévenu ne sont-ils pas liés à la personnalité de maître Leroy, notaire et millionnaire ? On sait comment sont traités les suspects d'une autre classe sociale et comment la police, par les manières les plus expéditives et avec l'approbation tacite des juges, obtient des « aveux ».

Que la démarche plus que prudente de la justice au cours de l'affaire de Bruay ait exaspéré la famille de Brigitte et une partie de la population, cela se comprend aisément. Que le dessaisissement du juge Pascal ait été accueilli avec colère, cela n'a rien d'étonnant. Mais que des militants qui se réclament du socialisme puissent, à ce propos, parler de « justice populaire » et opposer « les masses et le juge Pascal » à la bourgeoisie, comme le fait le numéro spécial de la Cause du Peuple **consacré à Bruay, cela n'a d'autre nom que la démagogie. Car enfin, quelle est l'image de la justice populaire que les maoïstes veulent dégager de la tragédie de Bruay ? Qu'un bourgeois n'a pas le droit, contrairement à un ouvrier, d'invoquer les garanties de la défense ? Qu'un notaire millionnaire est plus aisément présumé coupable qu'un mineur ? Qu'il est juste de lapider (comme l'affirme crûment** la Cause du Peuple) **des suspects quand ils appartiennent aux notabilités ? Qu'il faut soutenir le « bon juge » Pascal, et recueillir des témoignages et collaborer avec la justice « pour que la vérité éclate ». Est-ce cela élever le niveau de conscience de la classe ouvrière et montrer le véritable rôle de la justice dans cette société ? Et en quoi la classe ouvrière aurait-elle remporté le moindre succès s'il s'avérait, demain, que Leroy soit réellement coupable et qu'il soit condamné ?**

A Bruay, les militants maoïstes, loin d'élever le niveau de conscience de la population laborieuse, se font au contraire les porte-parole de ses préjugés. Ils encensent le juge Pascal parce qu'il est « populaire », ils font l'apologie de la lapidation parce que des femmes de mineurs ont lancé des pierres « sur les bourgeois », ils organisent des pétitions à adresser à Pleven pour manifester « l'indignation populaire ». Ils veulent se lier aux masses en les flattant et baptisent cette démagogie de « justice populaire » .

Ils y trouveront peut-être une certaine popularité, mais la progression des idées socialistes n'y aura rien gagné, bien au contraire.

François DELAIN.

Tri électronique et pagaïe

CETTE fois ça y est ! les PTT se mettent à l'heure de l'électronique : plus de tri manuel du courrier ; le cerveau électronique s'en charge — ou plutôt va s'en charger à partir du 1er septembre. Quant aux usagers, eux, ils devront à partir de cette date enrichir les adresses de leurs correspondants d'un numéro de code sous peine de voir leur courrier s'éterniser dans un quelconque bureau de poste.

La chose n'est pas si facile et le ministère des Postes et Télécommunications a pris soin de distribuer au domicile de chaque usager un petit livre « explicatif » de 144 pages !

Cette innovation provoque beaucoup de mécontentement pour la gêne qu'elle apporte et le gouvernement a dû entreprendre une véritable campagne publicitaire pour la faire accepter sans trop de grincements de dents : toute la journée, sur les ondes, on nous rebat les oreilles du bien-fondé de cette réorganisation du tri postal et de tous les avantages qui doivent en découler.

Si les usagers étaient certains que le petit travail supplémentaire qu'on leur demande maintenant avant de remplir une adresse améliorerait réellement l'acheminement du courrier, nul doute qu'ils s'y soumettraient sans trop de récriminations. Mais ils n'en sont pas à leur première expérience : numéro du département, deux vitesses de courrier... rien n'y a fait malgré les belles promesses des ministres et autres directeurs des Postes et Télécommunications. Pourtant les usagers ne demandent pas des prouesses : avant la dernière guerre, une lettre pouvait, en 24 heures, aller d'un bout à l'autre du pays... et aujourd'hui les télégrammes en période de pointe mettent 4 jours pour atteindre leur destinataire. Quant aux lettres n'en parlons pas, les périodes de pointes sont permanentes.

L'électronique pourrait sûrement améliorer les choses si l'on ne savait pas par expérience que le gouvernement en profitera pour diminuer les effectifs de façon telle que la situation en sera peut-être pire qu'avant.

Alors, pour économiser un peu d'argent à l'Etat, et être un peu plus mal servis, apprenons donc, comme on nous le demande, par cœur, la nouvelle manière d'écrire et de disposer les adresses, ainsi que le petit livre de 144 pages !

Nicole CLANCIER.

Des fortifications pour cacher l'incurie du gouvernement

VOILA que sur les trottoirs de Paris et de sa banlieue fleurit un nouveau style de décoration pour agrémenter le triste macadam. Ce ne sont ni des platanes ni des lauriers roses, le Préfet et la Préfecture de Police n'ont pas de ces raffinements, mais tout bêtement des poteaux, des potelets, des arceaux et des barrières métalliques ou encore des bornes de béton. En effet ce malheureux piéton n'était plus en sécurité sur son trottoir et il fallait le protéger, alors quoi de plus simple que de lui construire des fortifications !

Car tout le mal, selon nos autorités, vient de ce pelé, de ce galeux d'automobiliste sans scrupules qui n'hésite pas à braver les contraventions, le sabot de Denver et la fourrière pour garer son engin sur les trottoirs.

Il existe pourtant un moyen bien simple de dissuader la majorité des automobilistes d'utiliser leur voiture à Paris : ce serait de réorganiser une fois pour toutes nos minables transports en commun de façon que chacun puisse rapidement, confortablement et à bon marché, se rendre à son travail. Mais cette solution-là n'est jamais effleurée, celle-ci est trop coûteuse paraît-il ! On préfère continuer à se remplir les poches sur le dos des automobilistes qui, faute de transports décents, persistent encore à circuler. Et par ailleurs on feint de se préoccuper du bien-être du piéton en lui construisant quelques grilles avant de le mettre définitivement en cage. On l'a bien fait pour les arbres, pourquoi pas pour les piétons ?

R. VILLON.

Un nouveau moyen de s'enrichir...

mais pas pour n'importe qui !

Les promoteurs ont construits n'importe où, n'importe comment, n'importe quoi... du moment que leurs profits sont assurés. (Ph. L.O.)

L'ON vient de s'apercevoir que les tours construites dans le nouveau quartier de la Défense gâchaient la perspective des Champs-Elysées et de l'Arc de Triomphe.

Et, devant les protestations qui s'élèvent de partout, les ministres concernés se sentent obligés de faire quelque chose.

Mais quoi ?

On pourrait penser, bien sûr, que la solution la plus simple consisterait à raser ces tours, ou du moins les étages qui gâchent la perspective, et d'envoyer fermement les promoteurs faire leur beurre ailleurs.

C'est oublier un peu vite au service de quels intérêts se trouve notre Etat.

Aussi est-il envisagé, non seulement d'indemniser les promoteurs à qui l'administration avait délivré un permis de construire, mais de... compenser leur manque à gagner !

Ainsi, non seulement les promoteurs font des bénéfices fabuleux en construisant, mais maintenant ils vont pouvoir en faire... sans construire !

Encore faut-il, pour s'enrichir de cette façon, être promoteur, avoir beaucoup d'argent, et se faire délivrer des permis de construire aux endroits bien placés, par des personnes bien placées elles aussi !

On le voit, ce n'est pas à la portée de tout le monde.

S.F.